

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU COMITE
SOCIAL ET ECONOMIQUE
DU 27 FEVRIER 2025 – 10H30
SALLE L’AVENTIN**

Présents : Président : Loïc RICHARD

Membres titulaires : Monique BERTRAND (secrétaire), Ali KHIDER (trésorier et délégué syndical),
Audrey MEYER JAEGLY, Stéphane SCHNEIDER, Nathalie VIDAL (trésorière adjointe)

Membres suppléants : Stéphanie BLASER, Dorothee LEGRAIN,

Absentes et excusées : Linda CHEBAB, Christelle TAVOLIERI, Dahbia THIEL

Assiste également à la réunion : Rachel STANTINA, Directrice administrative et financière (invitée)

Le Président ouvre la séance et introduit les points à l’ordre du jour :

ORDRE DU JOUR

- 1) Approbation du procès-verbal de la réunion CSE du 30 janvier 2025
- 2) Approbation du procès-verbal de la réunion CSSCT du 18 décembre 2024
- 3) Vie de l’association
- 4) Plan de développement des compétences 2025 et Bilan 2024
- 5) Sortie CSE d’été
- 6) Divers.

1) Approbation du procès-verbal de la réunion CSE du 30 janvier 2024.

Le procès-verbal de la réunion du 30 janvier 2024 est approuvé par tous les membres du CSE.

2) Approbation du procès-verbal de la réunion CSSCT DU 18 décembre 2024

Les membres du CSE approuve le procès-verbal de la réunion CSSCT du 18 décembre 2024.

3) Vie de l'association

A la fin du mois de février, Aléos compte 149 salariés.

Entrées

- ✓ DORNER Marie-Claude, Assistante administrative au Secteur Résidences, en CDD, à partir du 3 mars 2025.
- ✓ MEGUENAI Shéhérazade, Aide-soignante au Secteur Santé, en CDD, à partir du 5 mars 2025.

Sorties

- ✓ ALBERT Magali, Aide-soignante au Secteur Santé, le 28 février 2025.

Informations générales

Projet de parcours citoyens pour les jeunes

Aléos est associée, par la CAF, la sous-préfecture et les partenaires de la prévention de la délinquance, à une réflexion sur les jeunes identifiés en décrochage ou en absentéisme scolaire et qui, à partir de petites incivilités, pourraient s'enfoncer dans un processus de délinquance. Cette initiative déboucherait sur la création de parcours citoyens pour ces jeunes qui, au lieu d'être exclus, intégreraient un parcours citoyen.

Ces parcours citoyens constitueraient une alternative aux sanctions et auraient pour vocation de donner du sens, une utilité sociale et un aspect « réparation » à cette démarche.

Le programme se déroulerait sur les périodes de vacances scolaires et les jeunes seraient sollicités pour faire, par exemple, des maraudes, des nettoyages de rue, des ateliers de citoyenneté... Ils devraient s'engager formellement avec les représentants de l'Etat.

Ce programme aurait une vraie utilité et éviterait les parcours chaotiques, la délinquance et l'entrée dans un processus judiciaire. Une coordination encadrée par des éducateurs avec une supervision de professionnels (enseignants, autorités...) serait mise en place. Les jeunes qui auraient intégré le parcours et assimilé le concept, en sortiraient ; Par contre, ceux qui ne l'auraient pas intégré, pourraient le refaire pendant l'été. En cas d'échec, une approche plus judiciairisée pourrait être mise en place pour les jeunes et pour les parents, à l'initiative de la justice.

Situation particulière de Mulhouse

L'événement dramatique du samedi 22 février à Mulhouse a trouvé un écho lors de l'audience solennelle de rentrée et l'installation du nouveau procureur de la république. Lors de cette réunion

Aléos a été citée par le président du Tribunal de Mulhouse. Une rencontre est prévue au mois de mars avec M. Laurent HOLLET et Mme Nadia MANKOUR.

Les contentieux judiciaires augmentent de façon considérable. Or, en France, on compte 4 fois moins de magistrats que dans les autres pays européens. Il devait y avoir 3 magistrats supplémentaires à Mulhouse mais cela ne s'est pas fait. 17 postes de greffier sont vacants. Ces effectifs réduits ne permettent pas un traitement correct des contentieux et entraînent un allongement de la durée des affaires, parfois même un abandon des poursuites ; cela installe une forme d'impunité.

Plateforme Santé : Audit KPMG

Actuellement, les partenaires du dispositif sont interrogés (DDETSPP, ALSA, ADOMA ...) dans le cadre de cet audit ordonné par l'ARS Grand Est.

Plan Stratégique de Patrimoine – PSP

Le Plan Stratégique de Patrimoine (PSP) est un outil qui permet d'organiser, structurer et planifier le devenir du parc immobilier, avec une approche globale intégrant des enjeux économiques, sociaux, environnementaux, et stratégiques.

Le Pôle Patrimoine et Sécurité a bien avancé sur ce projet. Le diagnostic a été fait (état, attractivité, obligations) et Aléos entame la phase d'arbitrage : comment faire évoluer le parc (bureaux, résidences et bâtiments dans le diffus) ? Quels sont les travaux d'amélioration à réaliser maintenant ? Travaux de démolition, reconstruction ? Comment priorise-t-on et comment étale-t-on dans le temps les lourds travaux de réhabilitation (Vauban, les Cigognes, l'Ecluse) ?

Il est nécessaire d'évaluer les coûts et de bien calibrer le financement de tous ces investissements.

3) Plan de développement des compétences 2025 et bilan 2024

Bilan 2024 : les dépenses de formation s'élèvent à 4,51% de la masse salariale, dont 1% de cotisation à la formation professionnelle et 3,51 % de dépenses pour le plan de développement des compétences. Les dépenses sont inférieures au budget initialement prévu pour les raisons suivantes :

Les formations à la Sécurité (ensemble des salariés) n'ont pas toutes eu lieu (indisponibilité des salariés, absence pour maladie, formations annulées ou reportées par manque d'inscrits) ;

Le Pôle Patrimoine et Sécurité a réalisé presque toutes les formations demandées.

Une partie du budget Secteur Initiatives Emploi a été prise en charge par la MEF, d'où l'écart entre le montant planifié et le réalisé.

Le Secteur Santé a suivi la quasi-totalité des formations prévues.

Le Secteur Résidences n'a pu réaliser la totalité des formations planifiées.

Le budget formation du Secteur Intervention sociale a été entièrement consommé.

Le siège n'a suivi aucune formation.

Il est rappelé que les frais annexes de formation peuvent être avancés si nécessaire afin que le salarié n'ait pas à renoncer à une formation par manque de moyens. On trouve toujours une solution pour permettre au salarié de suivre la formation validée.

Plan de développement des compétences 2025

Cette année, il y a eu beaucoup de demandes de formation et il a fallu faire des arbitrages en fonction de la pertinence de ces formations. Les formations groupées ont été priorisées pour répondre à une dynamique de groupes et une montée en compétences collective.

Le budget alloué à la formation pour 2025 s'élève à 5,96 % de la masse salariale.

Les membres du CSE valident le plan de développement des compétences 2025.

4) Sortie CSE d'été

Les membres du CSE étudient 4 propositions :

- **Le parc Alsace aventure de Kruth** : les activités proposées sont : accrobranche, escape game, pédalos, avec un barbecue, un accueil gourmand et une collation en fin de journée. Cette sortie reviendrait à environ à 10 372 €.
- **Le parc aventure de la Bresse** : le forfait pour les activités (accrobranche, tyrolienne, saut en élastique, escape game) est de 75 €. Il faudrait ajouter le repas : soit un buffet froid : 15 €/pers ou Burger/frites : 7 €/Pers. Le coût s'échelonne entre 8 840 € et 10 800 €. L'apéro serait facturé en sus : 10 €/pers.
- **Europa Park** : le billet d'entrée devrait s'élever à 51 € et le repas + la boisson à 20 € soit entre 7 800 € et 8 520 € selon le nombre de participants. Cette proposition n'apporte cependant pas le caractère convivial des autres sorties.
- **Sortie Belfort** : Visite guidée du lion et de la citadelle de Belfort ou de la vieille ville ou visite en petit train, entre 7 € et 8 €. Prix du Déjeuner à l'Auberge du lac à déterminer. Une entrée dans la base nautique du Lac de Malsaucy s'élève à 16 € avec comme activités : kayak, padel, aviron, volley, escape game extérieur, canoé, aviron, ...

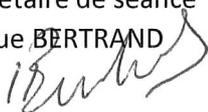
Pour la prochaine réunion, il faudra de finaliser le coût de ces offres.

5) Divers

La réunion du jeudi 24 avril est déplacée au lundi 28 avril.

La prochaine réunion CSE se tiendra le lundi 20 mars 2025 à 8 heures, dans la salle L'Aventin.

La secrétaire de séance
Monique BERTRAND



Le président du CSE
Loïc RICHARD

